

Omicron sème la pagaille à l'école

Près de 10 000 classes fermées, 47 500 cas positifs chez les enfants, 5 600 chez les adultes... La circulation intense du virus désorganise la scolarité et la vie quotidienne des 12 millions d'élèves français. PAGES 2 ET 3



LP/DELPHINE GONLISZEIN





LE FAIT DU JOUR
 CRISE DU COVID-19

Omicron va-t-il faire craquer l'école ?

Plus de 47 000 cas positifs, 9 200 classes fermées : la vague est là, mais le protocole de tests coince. Chefs d'établissement et parents tirent la sonnette d'alarme...

THOMAS POUPEAU
 (AVECN. BE.)

« JANVIER SERA TENDU », annonçait le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, la veille de la rentrée de lundi dans une interview dans nos colonnes. Cinq jours plus tard, la question serait plutôt : l'école va-t-elle survivre à janvier ? « C'est déjà intenable. On s'adapte autant qu'on peut, mais ça va craquer », souffle le proviseur d'un établissement de région parisienne, résumant le sentiment général.

En cause : le nouveau protocole, qui mise sur la multiplication des tests par élève – un PCR ou antigénique pour tous les enfants d'une classe dès la découverte d'un cas positif, retour en classe sur présentation du résultat (négatif), puis un autotest réalisé à la maison à J + 2 puis J + 4, une attestation du résultat par les parents suffisant dans ce cas pour rester à

l'école. « Une usine à gaz », juge un autre chef d'établissement, qui ne serait « pas dimensionnée » face à l'extrême contagiosité d'Omicron. Entre le 28 décembre et le 3 janvier, un enfant de 6 à 10 ans sur 50, un enfant de moins de 10 ans sur 81, et un ado de 10 à 19 ans sur 26 étaient testés positifs !

Cela se voit déjà sous les préaux : selon des chiffres du ministère, on dénombrait hier 47 453 cas positifs chez les élèves, 5 631 chez les adultes – profs, surveillants, infirmières scolaires ou agents de cantine. La veille, des données arrêtées indiquaient 75 000 élèves et 3 000 adultes isolés, près de 9 200 classes fermées (en partie pour cause d'enseignant infecté) et 28 établissements, dont une majorité d'écoles.

Le risque des attestations bidon

De quoi augurer d'un « jour sans fin » pour Loïc Breilloux,

directeur d'une école dans le Limousin. « Un cas s'est déclaré, j'ai du faire 21 enquêtes de *contact tracing*, appeler autant de familles. Ensuite, c'est le loto. Qui aura pu faire son test, son autotest ? Je vais à la grille chaque matin pour contrôler les attestations. Qui est à J + 2, à J + 4 ? Et ce... jusqu'au prochain cas positif ! » Si ce protocole est une arme avérée pour enrayer le virus, « l'effet de masse généré par Omicron n'est pas tenable », abonde Bruno Bobkiewicz, proviseur de la cité scolaire Berlioz à Vincennes (Val-de-Marne) et porte-parole du Snpden-Unsa, le syndicat des chefs d'établissement. « J'ai trois adjoints et trois CPE, mais c'est déjà impossible. Ce sont autant de tâches scolaires qu'on ne peut plus faire ! »

L'autre risque, selon Loïc Breilloux : la recrudescence d'attestations bidon de la part de parents essorés. Pas anodin si, en présentant ce protocole,

Jean-Michel Blanquer avait parlé de « politique de responsabilisation » des familles. Sauf que nombre de pharmaciens n'ont pas reçu la consigne de distribuer des autotests ou n'ont pas les stocks. « Faute de tests, des parents seront dans l'impossibilité de garder leurs enfants à domicile, et feront de fausses attestations, on le sait », anticipe le directeur.

Mercredi, le ministre de la Santé a annoncé la réception de 8 millions de kits. Mais le même jour, dans le Rhône, un courrier des autorités éducatives invitait les chefs d'établissement à laisser tomber les autotests, introuvables, et à accueillir les élèves en classe sans preuve qu'ils ne soient pas positifs. Un couac rattrapé dans l'urgence par le ministère, qui a fait passer la consigne de réaliser des antigéniques ou des PCR là où les autotests ne sont pas disponibles. « Comment voulez-vous qu'on s'y retrou-



ve ? Moi, j'ai pris la décision de ne plus rien demander. J'ai affiché la méthode au portail, je croise les doigts pour que les parents soient rigoureux », souffle Jérémy, directeur d'une petite école dans le Rhône.

55 millions de masques chirurgicaux commandés

Alors, comment l'école peut-elle tenir ? Hier, Jean-Michel Blanquer a annoncé aux syndicats la commande de 55 millions de masques chirurgicaux, avec de premières livraisons « mi-janvier ». Par ailleurs, il ne sera pas imposé aux profs un enseignement simultané en distanciel et en présentiel, comme certains le craignaient vu les effectifs variables par classe. Et la Rue de Grenelle promet « le recrutement d'un contractuel ou d'un vacataire » pour épauler les directeurs d'école, dont les tâches seront « allégées » de la transmission des enquêtes de « contact tracing » aux autorités. Pour pallier les arrêts maladie d'enseignants, celles-ci font appel aux retraités (*lire ci-contre*).

Suffisant ? « Toutes les autres tâches annexes des chefs d'établissement doivent être suspendues », demande Bruno Bobkiewicz. « Il faut ajuster le protocole », exige Loïc Breilloux, qui pense qu'un seul test doit être réalisé par les cas contact, à J + 2. « On arrête les autotests ! Je ne peux pas gérer les attestations, les journées ne durent que vingt-quatre heures ! » Les parents sont sur la même longueur d'onde, assure Laurent Zameczkowski, porte-parole de la PEEP : « C'est le chaos. Le sentiment qui monte chez les familles, c'est : laissons filer, tant pis pour les tests à J + 2 et J + 4. Il n'y a pas d'autotests, et la majorité des parents ne sont pas au courant des règles qui changent. Ils veulent qu'on arrête de les... emmerder ! »



Moi, j'ai pris la décision de ne plus rien demander. J'ai affiché la méthode au portail, je croise les doigts pour que les parents soient rigoureux.

JÉRÉMY, DIRECTEUR D'ÉCOLE DANS LE RHÔNE



► 7 janvier 2022 - N°7353



Paris, hier. Le protocole de tests mis en place lundi entraîne de longues files d'attente devant les centres de dépistage.

LP/DELPHINE GOLDSZTEIN

